

Lutte de classe

Boycott de la réunion sur l'emploi du 14 décembre

La même méthode a été utilisée pour repousser l'âge de départ à la retraite et réduire nos retraites.

La même méthode a été utilisée pour remettre en cause nos droits à la santé, fermer nos hôpitaux, nos maternités, supprimer des milliers de lits, dérembourser des centaines de médicaments.

La même méthode a été utilisée pour augmenter les cotisations sociales versée par les salariés, alors que les patrons ont été exonérés de cotisations et empêchés des milliards d'euros.

La même méthode a été utilisée pour remettre en cause le taux des allocations chômages, pour réduire leur durée.

La même méthode a été utilisée pour fermer des milliers d'écoles et supprimer des milliers de classes à travers toute la France.

La même méthode a été utilisée pour remettre en cause toutes nos conquêtes et droits sociaux et démocratiques.

Cette méthode porte un nom, elle s'appelle le « *dialogue sociale* ».

Le chômage et les emplois précaires sont à l'origine de la pauvreté, de la violence et de la délinquance, des souffrances qui accablent des millions de travailleurs et jeunes dans ce pays.

Le chômage et la précarité sont à l'origine de la situation dramatique que connaissent plusieurs millions de retraités, de travailleurs pauvres qui ne sont plus en mesure de se loger, qui sont jetés à la rue, de jeunes qui sont obligés de rester chez leur parents jusqu'à 30 ans.

C'est le chômage et la précarité négociés dans le cadre du « *dialogue social* » entre le gouvernement, le patronat et les directions des confédérations syndicale qui a conduit des millions de travailleurs à la misère et à la mendicité.

C'est le « *dialogue social* » entre le gouvernement, le patronat et les directions des confédérations syndicale qui a conduit à cette situation sociale catastrophique et non les travailleur, les retraités ou les jeunes qui en sont les seules victimes.

Le 14 décembre prochain doit avoir lieu une réunion importante entre le gouvernement, le patronat et les directions des confédérations syndicales, afin d'aboutir à un « *diagnostic partagé* » sur la situation de l'emploi, selon le Premier ministre.

Il faut absolument que les directions des confédérations syndicales refusent de participer à cette réunion. Leur rôle n'est pas de brader nos conquêtes sociales, par contre, c'est leur devoir de boycotter cette réunion.

Il ne fait aucun doute qu'il ne peut rien sortir de bon de cette réunion pour le travailleurs et les jeunes, penser ou simplement imaginer le contraire se serait nier qu'à chaque fois où a eu lieu ce genre de réunions, il a été adopté **pendant ou après** des mesures allant contre nos intérêts, aggravant encore la situation existante, la rendant de plus en plus insupportable pour la majorité de la population, car le chômage, la précarité et les salaires de misère ont des conséquences dans tous les domaines.

Le « *diagnostic partagé* », c'est finalement exprimer son accord avec la politique du gouvernement et du patronat, dont nous subissons tous les jours les conséquences épouvantables. Quel travailleur ou jeune peut partager aujourd'hui la politique du gouvernement Chirac - de Villepin - Sarkozy ?

Comment peut-on imaginer un seul instant que le gouvernement et les patrons pourraient établir le même diagnostic que les travailleurs et jeunes sur l'emploi, puisqu'ils ne vivent pas du tout de la même manière que les travailleurs et jeunes le chômage et la précarité de l'emploi ?

Comment peut-on imaginer un seul instant que le gouvernement et les patrons pourraient avoir des intérêts communs avec ceux des travailleurs et jeunes ?

Comment peut-on imaginer un seul instant que le gouvernement et les patrons pourraient défendre autre chose que leur propres intérêts ?

Il n'y a qu'une seule réponse à ces questions : c'est totalement impossible, s'il en était autrement cela signifierait tout simplement qu'il n'y aurait plus de patrons plus de travailleurs.

C'est la raison pour laquelle les confédérations syndicales doivent boycotter la réunion du 14 décembre.

Les militants, les travailleurs et jeunes doivent s'adresser à l'ensemble des partis et des organisations du mouvement ouvrier pour leur dire :

Prenez position immédiatement et publiquement sur la nécessité de boycotter cette réunion ;

Réalisez l'unité sans condition sur cette question uniquement, et engagez une campagne nationale afin d'interdire à Thibault, Mailly, Chérèque, Ashiéri d'y participer ;

Réalisez et faites signer une pétition commune dans les entreprises, les lycées et les universités, etc., condamnant la participation à cette réunion ;

Portez là en délégation à la connaissance de toutes les sections syndicales d'entreprises et des unions locale des syndicats en leur demandant de s'associer à ce combat ;

Il faut briser le consensus national qui existe actuellement entre le gouvernement, le patronat et les directions des confédérations syndicales.

Il faut briser la spirale sans fin de la régression sociale négociée au nom et dans le cadre du « *dialogue social* ».

Il faut briser net la prétention affichée de poursuivre cette politique de régression sociale après 2007 au nom de la « *démocratie participative* ».

A bas le chômage et la précarité !

A bas la régression sociale !

A bas le « *dialogue social* » !

Unité de tous les militants du mouvement ouvrier , de tous les partis et organisations pour imposer le boycott de la réunion sur l'emploi du 14 décembre 2006.

Je pense que ce texte rédigé volontairement dans un langage simple et dépouillé, accessible à tous, pourrait servir de base à un tract commun. [N'hésitez pas à réagir.](#)